

SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE/plh
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le **22/12/2022** en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers établi après la visite réalisée le **23/11/2022** de l'établissement ci-dessous :

Commune :	BEAUMONT SUR SARTHE
Établissement :	E 029 00138 000 - HOPITAL LOCAL rue du Léard, le Champ du Cormier
Catégorie :	3ème cat.
Type principal :	U

AVIS


Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

FAVORABLE
à la poursuite d'exploitation de cet établissement

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,

Mme TOUGHARD Estelle


<p style="text-align: center;">RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers</p>

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 23/11/2022

<u>Établissement :</u>	E 029 00138 000 - HOPITAL LOCAL
<u>Adresse :</u>	rue du Léard, le Champ du Cormier 72170 BEAUMONT SUR SARTHE
<u>Type et Catégorie :</u>	U - 3ème cat.
<u>Objet de la visite :</u>	Visite périodique + réception de travaux
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	20/09/2019 - avis favorable

COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE

Membres ayant voix délibérative :

Le représentant du maire :	M. FLEURY
Le représentant du DDSIS :	M. le lieutenant BRAZILLE
Le représentant du Commandant de gendarmerie :	M. CHENIER

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. GIACOMINI, responsable technique
- M. LENOIR, service technique
- M. AROUSDITCHIARA, directeur adjoint

<p style="text-align: center;">RÈGLEMENTATION</p>
--

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.029.14.R0013	Construction hôpital local	13.03.2014	
AT.029.22.Z0005	Aménagement d'une centrale de distribution d'oxygène à l'extérieur	15/09/2022	23/11/2022

Dérogations et avis techniques successifs :

Cloisonnement intérieur

La limite des zones protégées et de mise à l'abri devra recueillir un avis favorable de la part de la commission de sécurité, car elles ne respecteront pas scrupuleusement les dispositions définies dans l'article U10 (nombre de chambres par zone...).

- La sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable.

Zone de compartimentage

Le rez de chaussée comporte 3 zones de compartimentage, les 2 zones protégées (U10) et la zone entrée/administration

- La sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable.

Bloc portes locaux à risques du rez de jardin

Le concepteur ne prévoit pas d'asservir la fermeture de ces portes au SSI, car ces locaux se trouvent au rez de jardin non accessible au public néanmoins seuls les portes de la lingerie y seront.

- La sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable.

Traitement de la zone pharmacie

Le traitement particulier du local stockage de médicaments (présence d'un bureau et de locaux réservés au service dans le même volume) devra recueillir un avis favorable de la part de la commission de sécurité.

- La sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable néanmoins il faudra créer un sortie de secours du bureau directement vers l'extérieur.

Regroupement des déclencheurs manuels et extincteurs

Dans la zone UPAD, les déclencheurs manuels et les extincteurs seront positionnés dans les locaux de soins.

- La sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable.

Vide sanitaire

Il n'est pas prévu de détection automatique dans les vides sanitaires en raison de l'absence de stockage dans ces derniers.

- La sous-commission départementale de sécurité émet un avis favorable néanmoins il faudra remplacer les portes d'accès au vide sanitaire par des trappes de visite.

Coffret de relai

Le concepteur demande l'autorisation de positionner les commandes de réarmement des coffrets de relai près de la centrale incendie.

- La sous-commission départementale de sécurité valide cette disposition.

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de M. AROUSDITCHIARA, directeur adjoint.

Descriptif :

La parcelle retenue présentant une forte déclivité, l'établissement comportera :

- un rez de jardin (non accessible au public) (code du travail) comprenant :

- l'ensemble des locaux de logistique (cuisine, lingerie, pharmacie à usage interne, locaux déchets et divers locaux de stockage)
- les locaux du personnel (vestiaires et salle à manger)
- ainsi que les locaux techniques (chaufferie, groupe électrogène, TGBT...)

- un rez de chaussée composé :

- de locaux administratifs
- de poste de soins et de consultations
- de lieux de vie
- 2 unités d'UPAD de 12 lits chacune
- 1 unité de soins de Longue Durée (USLD) de 30 lits (munis de fluides médicaux)

- un 1er étage regroupant :

- 1 unité PASA
- 2 unités d'EHPAD (60 lits)

- un 2ème étage (non accessible au public) comprenant seulement des locaux techniques

TRAVAUX RÉCEPTIONNÉS

Objet des travaux : Aménagement d'une centrale de distribution d'oxygène à l'extérieur

Les travaux réceptionnés ont fait l'objet de :

- Autorisation de travaux n° 029.22.Z0005 étudiée par la S.C.D.S. le 15/09/2022

Documents présentés lors de la visite de réception :

- **Attestation du bureau de contrôle** précisant que la mission solidité a été exécutée, complétée par le relevé de conclusions attestant de la solidité de l'ouvrage (*articles 46 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
 - **Rapport de vérification réglementaire après travaux** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du **premier groupe** – articles 47 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
 - SOCOTEC n° CT/15820/1122/0087 du 18/11/2022
-

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
<i>Installations électriques</i>	APAVE	26/01/2022	obs levées en interne
<i>Éclairage de sécurité (BAES) - Maintenance</i>	Vérification en interne		4 passages par an
<i>Source de remplacement - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)</i>	ENERIA	Contrat	visite mensuelle
<i>Installation de gaz (étanchéité du réseau)</i>	APAVE	26/01/2022	Obs levées
<i>Installation de chauffage (gaz)</i>	DALKIA	02/09/2022	
<i>ramonage des conduits de fumée</i>			
<i>Clapets coupe-feu</i>	SPIE	18/10/2022	
<i>Appareils de cuisson (livret d'entretien)</i>	AXIMA	contrat	
<i>Hottes - circuits d'extraction d'air vicié de buées et de graisses (cuisine)</i>	TSF MADELINE	08/11/2022	
Ascenseurs :			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	OTIS	contrat	
<i>- contrôle quinquennal par organisme agréé</i>	SOCOTEC	24/11/2017	
Système de sécurité incendie de catégorie (A) :			
<i>- contrat annuel d'entretien</i>	SPIE	18/10/2022	
<i>- contrôle triennal par organisme agréé (1^{er} groupe)</i>	SOCOTEC	18/12/2020	Levée des obs faites par Finesecur le 25/02/2022
<i>- contrôle triennal désenfumage mécanique</i>	SPIE	18/10/2022	Obs. levée par SPIE le 26/04/2021
<i>- système d'alarme type (1)</i>			
<i>Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO₂) cages d'escalier</i>	TECC	09/08/2022	
<i>Extincteurs portatifs</i>	TECC	09/08/2022	
<i>Réseau de fluides médicaux</i>	APAVE + AIR LIQUIDE	20/01/2022 26/07/2022	
<i>Onduleur</i>	ECBI	20/10/2022	
<i>Porte automatique</i>	RECORD	06/10/2022	
<i>CTA</i>	ATMOSPHEO	15/02/2021	+ en interne

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : tous les personnels sont formés sur un roulement de 3 ans
- exercice d'évacuation : 10 exercices

Surveillance de l'établissement (ERP de type U) : 3 personnes de nuit

Contrat de maintenance SSI en 4 heures : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) : oui

Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Réserve artificielle (150 m³)

Observations relevées lors de la visite :

> Les membres de la commission de sécurité ont pris connaissance des différentes vérifications périodiques de l'établissement. Il est rappelé au responsable de l'établissement la nécessité de signature du registre de sécurité par les vérificateurs (techniciens compétents, organismes agréés ou agents internes).

Il a été constaté que les mesures de débit sur le désenfumage mécanique n'avaient pas été réalisées. Le bon fonctionnement de certaines installations n'est pas tout le temps précisé.

> Plan schématique d'intervention :

Les membres de la commission ont constaté que le plan d'intervention ne disposait pas de toutes les informations nécessaires pour la coupure des fluides et énergies. Il est proposé de réactualiser le plan en supprimant les informations des déclencheurs manuels et extincteurs.

> Regroupement extincteurs Zone UPAD :

Les responsables de l'établissement sollicitent l'avis de la commission de sécurité afin de regrouper les extincteurs de l'unité UPAD dans le local de soins réservés aux personnels.

Les membres de la commission acceptent cette demande avec les recommandations suivantes :

- les extincteurs devront être disposés à un endroit facilement accessible dans le local
- apposer une signalétique sur la porte ou la vitre du local indiquant les types d'extincteurs
- informer les personnels de cette modification

> Accès voie engins

Il a été constaté que le portail d'entrée était fermé la nuit et qu'aucune procédure n'avait été mise en place pour accueillir les secours. Compte tenu de l'effectif restreint la nuit (3 personnes), il est demandé que la clé du déverrouillage du portail soit mise dans un boîtier à proximité de celui-ci. D'autre part, une signalisation devra être mise en place pour les services de secours afin de repérer le mécanisme de déverrouillage et la clé.

> Défense extérieure contre l'incendie

Les membres de la commission demandent que le bassin soit plus entretenu afin de ne pas avoir de végétation. Il est également rappelé la nécessité de disposer d'un volume d'eau équivalent à 120 m³.

> Zone poubelles extérieures

Les responsables de l'établissement sollicitent l'avis de la commission de sécurité sur le déplacement de la zone poubelles au rez de jardin de l'établissement. Il est accepté le déplacement des 6 containers poubelles à proximité du quai de livraison avec les conditions suivantes :

- déplacement du détecteur incendie de la zone préalablement défini sur la nouvelle zone
- limiter la zone par une signalisation au sol

CLASSEMENT

Classement :

Calcul selon l'article U2

Mode de calcul de l'effectif :

- 1 personne/lit
- Salle de formation : 1 personne/m²
- Au titre du personnel : 1 personne/3 lits
- Au titre des visiteurs (USLD) : 1 personne/2 lits
- Au titre des visiteurs (UPAD et EHPAD) : 1 personne/ lit
- Consultation : 8 personnes/poste

Détail du calcul :

- Résidents = 114 personnes
- Effectif du personnel (étages) = 38 personnes
- Effectif du personnel (rez de jardin) = 15 personnes
- Postes de consultation = 16 personnes
- Salle de réunion et formation = 80 personnes
- UPAD/EHPAD (visiteurs) = 84 personnes
- USLD (visiteurs) = 15 personnes

Effectif total théorique admissible (a+b) : 362 personnes

Établissement Recevant du Public de 3ème cat. et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage – y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air – nettoyage (art. CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine – y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)


Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
 1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, un descriptif complet niveau par niveau de l'établissement (art. R123.44). fait et envoyé le 27/03/2023

Ordre	Libellé
2	Mettre en garde l'ensemble du personnel de l'établissement des dangers que représente un incendie dans un établissement de soins. Informer tout le personnel des consignes en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des malades. Entraîner certains employés, spécialement désignés à l'avance, à la manœuvre des moyens de secours. Réaliser, au moins une fois par trimestre, des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. (art.U47 et MS46)
3	Stocker les récipients e gel hydroalcoolique dans un bac de rétentions afin d'éviter la propagation d'un incendie (CCH123-43)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement.
Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,
Ltn Stephane BRAZILLE

